

3- Budget primitif 2017

Groupe communiste – SEASSAU AYMERIC

Avec ce budget 2017, à mi-mandat, nous sommes pleinement dans l'exécution du projet municipal soumis aux Nantaises et Nantais en 2014.

Les dépenses d'investissement programmées cette année atteignent 93 millions d'euros (dépenses d'équipement comprises), permettant un volume global d'environ 400 millions d'euros sur la durée du mandat.

Vous le savez, le niveau d'investissement est un des éléments fondateurs de l'engagement des communistes dans cette majorité au services des Nantaises et des Nantais.

Nous le disions lors du Débat d'Orientation Budgétaire, ces investissements sont la contribution nécessaire des pouvoirs publics pour répondre à la crise économique et sociale.

Ils répondent aux priorités que nous nous sommes fixé :

L'Éducation, par exemple, avec un vaste programme de restructuration, de rénovation, d'extension, de mise aux normes des bâtiments scolaires et à l'acquisition de mobilier, de matériels pédagogiques et d'entretien. Avec aussi le développement du numérique et l'accès au haut débit internet dont chacun mesure l'enjeu en termes d'égalité d'accès et de formation pour les plus jeunes.

Et nous voulons répondre au défi de la croissance démographique de notre territoire : 300 élèves supplémentaires sur l'année scolaire 2016/2017, c'est l'ouverture de 13 classes et le recrutement de personnel.

Ce sont autant d'aménagements, d'investissements nécessaires pour garantir l'accès à la formation et à la réussite scolaires de tous les enfants de notre ville.

Et je rappelle, contrairement à l'idée reçue selon laquelle Nantes attirerait uniquement des CSP+Parisiennes, nous comptons 40% d'employés et d'ouvriers parmi les nouveaux arrivants.

Voilà pourquoi nous voulons construire la ville pour tous, la ville de tous les parcours résidentiels en continuant de construire du logement social, la ville de toutes les solidarités et la ville de toutes les initiatives associatives et citoyennes.

C'est ce que nous faisons avec 9,4 millions d'euros consacrés à la vie associations.

Avec les travaux du pôle associatif Désiré Colombe, qui intègrent un multi-accueil, avec le lancement des travaux de réhabilitation de la « Fabrique » des Dervallières.

Sans entrer dans une liste à la Prévert - il est d'ailleurs bien dommage de se rappeler Prévert pour sa liste plutôt que pour avoir utilement rappelé que [“Quand la morale fout le camp, le fric cavale derrière.”](#) -

Sans énumérer, donc, je veux souligner l'importance des investissements dans le domaine culturel, quand de si nombreuses collectivités sacrifient des événements, des festivals et parfois des équipements culturels publics.

C'est la sanctuarisation du budget de la culture annoncée par Johanna Rolland aux acteurs culturels en Septembre.

Ce sont aussi 6 millions d'euros qui seront engagés pour la création de locaux d'artistes, pour le projet « Libre Usine » de Malakoff, ou encore pour la généralisation des automates de prêts dans le réseau de lecture publique et les investissements dans les e-services et les salons numériques dans nos médiathèques.

Compte tenu de l'actualité médiatique, permettez-moi un mot sur le Musée d'art de Nantes.

Avec ces travaux d'extension et de rénovation, le Musée d'art de Nantes entre dans le XXIème siècle avec les normes les plus avancées de notre temps pour valoriser nos collections et accueillir des expositions, pour contribuer à la démocratisation culturelle, avec la gratuité pour les scolaires, et pour favoriser le rayonnement culturel de notre ville, avec son imaginaire propre, de Jules Verne aux surréalistes.

Oui, vraiment, un tel événement mérite mieux que les petites polémiques dont nous a récemment gratifié l'opposition.

Si vous estimez que la culture coûte ici trop cher, pensez alors aux entreprises que vous prétendez si souvent défendre :

plus de 120 entreprises sont intervenues sur le chantier dont l'immense majorité issues des Pays de la Loire, attestant de l'immense savoir faire disponible sur notre territoire.

Nous nous satisfaisons, nous, des centaines d'emplois mobilisés pour la réalisation de ces travaux et des milliers d'heures de formation et d'insertion réalisés grâce à l'engagement de la puissance publique.

C'est une belle illustration d'une politique d'investissement vertueuse.

Enfin, parce qu'il s'agit de répondre à l'enjeu de la santé sur notre territoire, il nous semble utile d'amplifier nos politiques de santé publique, en particulier par l'accélération des investissements concernant les Maisons de santé.

Le Débat d'Orientation Budgétaire a été l'occasion pour notre groupe de rappeler combien notre stratégie financière nous permet d'être dans l'action.

Le désendettement de 25,4 millions d'euros réalisé depuis le début du mandat confirme notre capacité à recourir à l'emprunt pour un endettement de 721 euros par habitant, soit 6,3 années, endettement très inférieur à la strate qui est de 1 191 euros par habitant.

Enfin, alors que le candidat de la droite à l'élection présidentielle, en tous cas pour l'instant, veut supprimer 500 000 emplois de la Fonction Publique, que la majorité régionale de droite veut supprimer des Trains Express Régionaux et expérimenter l'ouverture à la concurrence, donc à la privatisation, nous avons une toute autre vision du Service Public qui ne peut être performant sans agents statutaires formés, reconnus et bien rémunérés.

Non seulement nous assumons pleinement la progression des dépenses de personnel de 3,6 % mais nous disons également qu'à l'avenir, pour continuer d'accueillir une population en plus grand nombre, pour répondre à des besoins nouveaux, comme nous venons de le faire avec la maison de la Tranquillité Publique, il faudra avoir recours à des embauches statutaires.

Malgré un contexte budgétaire rendu difficile par la politique d'austérité de l'État qui a ponctionné 28 milliards d'euros aux collectivités et 22 millions d'euros à Nantes sur la période 2014/2017, avec des dotations en réduction de 3,7% cette année encore, notre majorité fait la démonstration qu'une politique de solidarité, une politique au service de la population, une politique en faveur d'une ville pour tous, en bref, une politique de gauche est possible.

Pour ce qui nous concerne, nous n'adhérons pas à la fable de la raréfaction de l'argent public dans un pays qui voit s'envoler chaque année fait 80 milliards d'euros de fraude fiscale, soit 3% de son Produit Intérieur Brut, soit davantage que le déficit public annuel.

Nous nous satisfaisons donc de l'adoption à une large majorité par l'assemblée nationale hier de la résolution proposée par les Députés Communistes pour que la France soit à l'initiative d'une COP de la finance mondiale pour l'harmonisation et la justice fiscale.

C'est en effet une urgence à changer pour sortir de l'austérité et redonner aux collectivités les moyens de leur action pour répondre aux besoins sociaux et environnementaux, pour une politique ambitieuse du logement social, de l'éducation, de la santé, de la culture, du sport, pour un développement durable, équilibré et harmonieux de notre territoire.